



Interco 29
Section Conseil Général



Communiqué de presse du 28 mai 2009

SOLIDARITE : PUBLICITE MENSONGERE au Conseil général du Finistère

Les sections **CFDT- CGT- FO** du Conseil Général alertent aujourd'hui les finistériens sur la dégradation du service public d'action sociale et médico-sociale du département. Alors que les élus affichent une politique ambitieuse, particulièrement en matière de prévention, la réalité vécue par les professionnels de terrain est en décalage total.

Les organisations syndicales dénoncent aujourd'hui :

Enfance et famille

- le ciblage et la stigmatisation annoncée, des populations qui fréquentent les services de la Protection Maternelle Infantile, services qui ne seront plus accessibles à tous.
- la suppression des bilans de santé systématiques pour tous les enfants scolarisés en école maternelle .
- les choix politiques faits en 2003 qui ont conduit à une diminution des moyens alloués à la prévention et à la protection de l'enfance, et ce malgré nos mises en gardes. Avec pour conséquences
 - l'augmentation du nombre d'enfants confiés au Conseil général par les Juge pour Enfants
 - le manque criant de lieux d'accueil.

Personnes âgées

- les effectifs actuels en personnels ne permettant plus la réactivité et la disponibilité, indispensables pour travailler auprès des personnes âgées, fragilisées et isolées, alors que nous assistons à une augmentation de la population vieillissante et à une inflation des dossiers d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (jusqu'à plus 50% sur certains secteurs ces deux dernières années).

Insertion

- l'absence totale d'anticipation qu'auraient nécessité les nouvelles réformes relatives au RSA et aux tutelles aux majeurs .
- le manque d'informations dans lequel sont tenus les professionnels du Conseil Général directement concernés par tous ces domaines, contrairement aux partenaires extérieurs (CAF, Associations , pôle emploi, ..)

Dans tous les domaines

- la multiplication des audits et études, stériles et coûteux, et les réorganisations incessantes qui épuisent le personnel, désorientent les partenaires et accroissent les dysfonctionnements.

Nous avons tenté à de nombreuses reprises de travailler avec les directions, d'avertir les élus sur la gravité de la situation, en vain.

Les organisations syndicales du Conseil Général ne se contenteront plus d'un dialogue social bidon ni d'une démocratie participative virtuelle pour les salariés.

En ces temps de crise , elles revendiquent une réelle politique de solidarité avec les moyens qui s'imposent.
